

PRATIQUE DES CULTES NON MUSULMANS, LE P/APW DE TIZI-OUZOU DÉNONCE LES AMALGAMES :

«Il y a une volonté de stigmatiser la Kabylie»

Dans un point de presse consacré à l'évaluation des travaux de la première session de l'APW de Tizi-Ouzou, tenu dans le courant de la semaine dernière, son président, M. Ikherbane, a évoqué plusieurs questions liées à l'actualité locale et nationale.

Invité à donner son appréciation sur l'évocation récurrente, à la limite de l'acharnement, faite de la Kabylie par certains milieux médiatiques et politiques dans le cadre de ce qui est appelé la lutte contre le prosélytisme religieux, le premier responsable de l'APW aura une réponse tranchante : «Il y a une volonté manifeste et délibérée de stigmatiser et de singulariser la Kabylie qui n'est pas la seule région du pays à être concernée par ce phénomène de la pratique du culte chrétien qui concerne beaucoup de wilayas du pays», dira-t-il, sans insister sur l'impérieuse nécessité du respect de la loi et de la réglementation en vigueur.

«Nous sommes pour la liberté culturelle mais nous

sommes aussi contre le désordre et le non-respect de la légalité et c'est ce que nous avons dit au président de l'EPA, (Association des églises protestantes d'Algérie, ndlr) que nous avons reçu.» La situation socio-économique de la wilaya est l'autre point évoqué par le P/APW qui expliquera l'amputation du budget primitif pour l'année 2008 voté lundi dernier d'une somme qui avoisine les 9% par rapport à l'exercice budgétaire de l'année écoulée, par la baisse sensible connue par la TAP, taxe sur l'activité professionnelle et la non-reconduction de la péréquation.

Une analyse de la situation socioéconomique de la wilaya s'impose, selon l'orateur, pour connaître l'origine exacte de la baisse



La basilique Saint Augustin d'Annaba.

de la TAP et déterminer l'évolution réelle de l'investissement. «L'APW se dotera d'un observatoire économique et social pour approfondir la réflexion sur les questions sociales et économiques de la wilaya» annoncera le président de l'APW qui fait état d'un dossier déposé auprès du

gouvernement pour obtenir un statut spécial pour la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'instar des régions des Hauts-Plateaux et du Grand Sud. Une demande argumentée par le statut de zone montagneuse de cette wilaya et pour rattraper le manque à gagner occasionné par la non-

reconduction de la péréquation, expliquera Ikherbane qui est revenu sur les raisons de l'absence de l'APW au forum sur l'investissement et le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou organisé récemment sous l'égide du président de la République par deux

associations : «L'APW doit être partie prenante et consultée et non l'invitée d'une rencontre portant sur le développement socio-économique de la wilaya.» Il annoncera dans la foulée, l'organisation prochaine d'une initiative du même genre, un forum qui regroupera de nombreux partenaires : des associations concernées par le développement économique et social, des universitaires, des opérateurs économiques ainsi que des commis de l'Etat qui débattront sur le développement socioéconomique et l'investissement dans la wilaya.

Le conférencier fera état de la prochaine mise en place d'un comité d'animation culturelle et sportive et de l'implication de l'APW dans la préparation des prochaines festivités commémoratives du Printemps berbère, à travers la mise en place d'un comité de préparation et de suivi des activités.

S. A. M.

2 849 SOCIÉTÉS COMMERCIALES FICTIVES À CONSTANTINE

Le diktat de l'informel

Au terme d'une enquête menée depuis le début du mois de décembre dernier sur injonction du ministère de tutelle, la Direction du commerce de la wilaya de Constantine a enregistré 3 348 infractions liées au dépôt des comptes sociaux et à la publicité légale correspondant à l'exercice 2006. Il s'agit d'opérateurs économiques qui n'ont pas déposé leurs comptes sociaux auprès du Centre national du registre du commerce (CNRC) ni accompli les formalités de publicité légale conformément aux dispositions de la loi n° 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.

Sur 4 309 établissements commerciaux concernés à Constantine, seuls 806 ont accompli à temps, les formalités de publicité légale, c'est-à-dire au courant du premier semestre de l'année 2007. La liste des opérateurs défaillants, transmise par le CNRC à la Direction du commerce, compte 3 503 établissements.

Selon le bilan de l'enquête déclenchée à cet effet, arrêté au 20 mars dernier, 157 opérateurs seulement ont procédé entre temps à la régularisation de leur situation.

En fait, seuls 654 opérateurs, parmi les 3 503 restants ont été localisés par les contrôleurs de la direction du commerce de Constantine dont 497 en situation irrégulière, 118 établissements ont régularisé postérieurement leur situation, 24 ont été radiés du fichier national du registre du commerce avant le lancement de l'enquête, 8 non concernés par cette formalité, 5 entreprises en arrêt d'activité suite aux décès de leurs propriétaires et 2 sociétés immatriculées en décembre 2006. Les 2 849

sociétés qui n'ont pas été localisées, qui sont, peut-être, des sociétés fictives, s'inscrivent également dans la case des opérateurs en situation irrégulière.

Les services de la Direction du commerce ont rédigé jusqu'ici 1 542 procès-verbaux contre ces opérateurs et transmis leurs dossiers à la justice. Les dossiers des autres opérateurs en situation irrégulière seront incessamment transmis à la justice. En tout état de cause, le verdict de la justice, qui sera établi en vertu de l'article 35 de la loi 04-08, n'ira pas au-delà d'une amende oscillant entre 30 000 et 300 000 DA.

Il convient de noter dans ce contexte que les publicités légales pour les personnes morales au sens de l'article 12 de la loi 04-08 «ont pour objet de faire connaître aux tiers, le contenu des actes constitutifs de sociétés, les transformations, les modifications ainsi que les opérations portant sur le capital social, les nantissements, les locations-gérances, les ventes de fonds de commerce et les comptes et avis financiers». En d'autres termes, les publicités

légales, censées être diligentes à la fin de chaque exercice, renseignent les créanciers d'une société sur sa situation financière exacte laquelle indique la solvabilité de cette société pour les clients potentiels.

Pourquoi tous ces opérateurs économiques n'ont-ils pas procédé au dépôt de leurs comptes sociaux ni accompli la formalité de publicité légale de ces comptes ? Les représentants de ces établissements avancent, d'après le chargé de communication auprès de la Direction du commerce, qu'il n'ont pas été informés de ce que stipule la loi. Un argument fallacieux, selon des observateurs avisés de la chose économique en Algérie puisque, expliquent-ils, toute société associée des experts-comptables pour préparer ces bilans et donc, elle jouit d'une expertise juridique en la matière.

Selon ces mêmes économistes, ces sociétés commerciales ne diligenteront pas leur publicité légale pour deux raisons : «Soit pour éviter de tomber sous le coup d'un régime fiscal plus étouffant, soit pour donner semblant que leurs affaires sont en bonne santé». Dans le premier cas, certains opérateurs sous-évaluent leurs activités pour échapper au fisc, et ce, en maintenant les valeurs communiquées au moment de la constitution de leur société même si leurs finances connaissent des progrès considérables. Il s'agit, ici,

de fraude fiscale.

Et pour le deuxième cas de figure, ce sont «des escrocs» qui surévaluent le capital social au moment de la constitution de leur société afin d'avoir une crédibilité auprès des institutions financières et aussi des clients potentiels comme c'était le cas pour «El Khalifa Bank». Il s'agit là d'opérateurs qui ne mobilisent pas, effectivement, les apports prévus lors de la création de leurs entreprises. Ils ne déposent pas leurs comptes sociaux de manière régulière au risque de se faire dévoiler. En d'autres termes, ce sont de «petits Khalifa» qui agissent en toute impunité sauf que «le golden boy», lui, avait joué sur un très haut niveau de l'échelle sociale.

En tout cas, l'Etat algérien ne dispose même pas, ajoutent les mêmes sources, d'outils fiables de contrôle pour déterminer la part de vérité dans les documents présentés par les différents opérateurs économiques, y compris pour ceux qui ont déposé à temps leurs comptes

sociaux et accompli les formalités de publicité légale. Selon un cadre du CNRC, la notification de ces actes par un notaire est suffisante. «Que ce soit un notaire véreux ou pas, ce n'est pas du ressort du CNRC de le déterminer», dira-t-il.

Sachant que l'enquête susmentionnée est déclenchée à l'échelle nationale - Constantine n'étant qu'un exemple -, ce constat dénote, on ne peut plus, l'illiquidité du marché algérien. Un marché anarchique où l'administration fiscale ne semble maîtriser que les prélèvements effectués à la source sur les salaires des fonctionnaires. Bref, ces chiffres sont révélateurs du climat des affaires en Algérie. Un climat qui ne donne guère confiance aux investisseurs étrangers à cause, notamment, de cette gent d'opérateurs économiques véreux, au moment où l'administration algérienne ne dispose pas des moyens nécessaires pour mettre de l'ordre dans ce marché.

Lyas Hallas

CONDOLÉANCES

Le bureau de la Société algérienne de pneumophthysiologie, très affecté par le décès du

Docteur Zakia Zidani

pneumophthysiologue au CHU de Batna

présente à sa famille ses sincères condoléances à la suite de cette pénible circonstance et l'assure de sa compassion. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Le président : Pr S. Nafti